

Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique  
**FAGACE**



**Etablissement Public international à caractère  
économique et financier**



**RAPPORT ANNUEL 2009**

**FAGACE: Un Outil financier au service du développement en Afrique**







## LISTE DES SIGLES

AFD	Agence Française de Développement
ASE	Structure d'Appui au Services et Entreprises
BACB	Banque Agricole et Commerciale du Burkina
BACI	Banque Atlantique de Côte d'Ivoire
BAD	Banque Africaine de Développement
BCB	Banque Commerciale du Burkina
BDEAC	Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale
BFA	Banque Pour le Financement de l'Agriculture
BIA-Niger	Banque Internationale pour l'Afrique au Niger
BIB	Banque Internationale du Burkina
BIBE	Banque Internationale du Bénin
BICEC	Banque Internationale pour le Crédit et l'Épargne au Cameroun
BICIA-B	Banque Internationale pour le Commerce, l'Industrie et
BICIS	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal
BID	Banque Islamique de Développement
BIDC	Banque d'Investissement pour le Développement de la CEDEAO
BIM	Banque Islamique de la Mauritanie
BIS	Banque Islamique du Sénégal
BNDA	Banque Nationale de Développement Agricole
BOA	Bank Of Africa
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BRD	Banque Rwandaise de Développement
BRIC	Banque Régionale d'Investissement de la CEDEAO
BRVM	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BSIC	Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce
BST	Banque Sénégal-Tunisienne
BTCI	Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie
BTP	Bâtiment Travaux Public
CBAO	Compagnie Bancaire pour l'Afrique de l'Ouest
CBCA	Commercial Bank of Cameroun
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	Communauté Economique de l'Afrique Centrale
CFA	Communauté Financière Africaine
CFOA	Compagnie Financière de l'Ouest Africain
CL	Crédit Lyonnais
COBACI	Compagnie bancaire de la Côte d'Ivoire
CT	Court Terme
DC/BR	Dépositaire Central/Banque de Règlement
FACI	Facilité d'Appui au Commerce International



EXERCICE 2009

FCI	Finances Conseils Investissements
FED	Fonds Européen de Développement
FPE	Fonds de Promotion Economique
FSA	Fonds de Solidarité Africaine
Groupe ETI	Groupe Ecobank Transnational Incorporated
GTA/C2A	Groupement Togolais d'Assurances/Compagnie Africaine
IBCG	Industrie Béninoise des Corps Gras
IDE	Investissement Direct Etranger
MLT	Moyen et Long Terme
PIB	Produit Intérieur Brut
PMEX/COOPEX	Petite et Moyenne Entreprise Exportatrice/Coopératives Exportatrices
RFI	Radio France Internationale
SCIE	Société de Commercialisation d'informations d'Entreprises
SENELEC	Société Sénégalaise de distribution et d'Energie Electrique
SHETER AFRIQUE	Société pour l'Habitat et le Logement Territorial en Afrique
SP-FAB	Société de Promotion du Fonds Africain pour le Développement des Biocarburants
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UTB	Union Togolaise de Banque













## II. - ORGANES

### CONSEIL DES GOUVERNEURS

#### PRESIDENT

CAMEROUN

M. Pierre TITI  
*Ministre délégué chargé du Budget auprès  
du Ministre de l'Economie et des Finances*

#### MEMBRES

BENIN

M. Soulé Mana LAWANI  
*Ministre des Finances et de l'Economie*

BURKINA

M. Lucien Marie Noël BEMBEMBA  
*Ministre de l'Economie et des Finances*

CENTRAFRIQUE

M. Albert BESSE  
*Ministre des Finances et du Budget*

COTE D'IVOIRE

M. Koffi Charles DIBY  
*Ministre délégué auprès du 1<sup>er</sup> Ministre,  
Chargé de l'Economie et des Finances*

GUINEE-BISSAU

M. Mario VAZ  
*Ministre des Finances*

MALI

M. Abou Bakar TRAORE  
*Ministre de l'Economie et des Finances*

MAURITANIE

M. Sid'Ahmed OULD RAÏS  
*Ministre des Finances*

NIGER

M. Ali Mahaman Lamine ZEINE  
*Ministre de l'Economie et des Finances*

RWANDA

M. James MUSONI  
*Ministre des Finances et de la Planification  
Economique*

SENEGAL

M. Mamadou Abdoulaye SOW  
*Ministre délégué auprès du Ministre de  
l'Economie et des Finances*

TOGO

M. Adjil Othéth AYASSOR  
*Ministre des finances du budget et des  
privatisations*





CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRESIDENT

CAMEROUN

M. Edou NGUEMA  
*Chef de Division de la Coopération  
Monétaire et Financière Internationale*

MEMBRES

BENIN

M. Zacharie Richard AKPLOGAN  
*Directeur de l'Intégration Africaine au  
Ministère des Affaires Etrangères et de  
l'Intégration Africaine*

BURKINA

M. Bertrand CODJIA  
*Directeur Général du Budget au Ministère  
des Finances et de l'Economie*  
M. Inoussa OUIHINGA  
*Directeur de la Coopération Bilatérale au  
Ministère des Finances et du Budget*

M. Antoine ZOUNGRANA  
*Conseiller Technique du Ministre de  
l'Economie et des Finances*

CAMEROUN

M. Abdoulaye HAYATOU  
*Chargé d'Etude au Secrétariat Général du  
Ministère des Finances*

CENTRAFRIQUE

M. Gaston Bertrand KOLIOS  
*Directeur de Cabinet du Ministre des  
Finances et du Budget*

M. Victor MAZANGA  
*Directeur des investissements Publics au  
Ministère de l'Economie, du Plan et de la  
Coopération Internationale*

COTE D'IVOIRE

M. TOURE Abou  
*Directeur de la Prévision et de la  
Conjoncture Economique*

M. OUATTARA Siriki  
*Juriste, Sous - Directeur Chargé des  
Relations avec le Secteur Privé à la  
Direction des Affaires Economiques  
Extérieures et de l'Intégration*







### III. - CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET SITUATION EN AFRIQUE

#### 3.1.- Contexte économique international

L'année 2009 a été marquée par les conséquences encore perceptibles de la crise financière et économique internationale. Le taux de croissance de l'économie mondiale est passé de 3,2% en 2008 à 2,2% en 2009, soit une baisse de 1 point.

Ce ralentissement a pour origine principale la mauvaise tenue des économies des pays à revenu élevé qui ont enregistré en 2009 un taux de croissance négatif de 3,3%. Le Japon, parmi ce groupe de pays, a enregistré la plus forte baisse avec un taux de croissance négatif de 5,4%.

La situation économique mondiale 2009, analysée par région se présente comme suit :

Aux Etats Unis, le taux de croissance est ressorti négatif à -2,4% en 2009 contre 1,1% en 2008.

L'Europe et l'Asie centrale ont été les plus durement touchées par la crise. Le PIB est ressorti négatif à -6,2% en 2009 contre 4% en 2008. Ce recul s'explique principalement par la baisse du prix de pétrole Russe.

La région Asie de l'Est et Pacifique, avec une évolution du PIB de 6,8% en 2009, a été le moteur de la croissance mondiale, grâce à de solides mesures budgétaires et à une forte demande intérieure. La croissance régionale a été tirée par la Chine, dont le PIB, s'est inscrit à 8,4% en 2009 contre 9% en 2008.

La région Amérique Latine et Caraïbe a subi également les conséquences de la crise économique mondiale avec un PIB négatif de 2,6% en 2009. L'instabilité des cours de pétrole et la faiblesse des marchés d'exportation clés sont à l'origine d'une telle situation.

La Région Moyen Orient et Afrique du Nord a moins souffert de la crise que les autres régions ; la croissance de son PIB est ressortie positive à 2,9%. Ce taux, en recul par rapport à celui de 2008 (4,3%) se justifie par la compression de la production et la baisse des revenus pétroliers.

Les pays en développement ont enregistré un taux de croissance de 1,2% en 2009 contre 5,6% en 2008. Cette forte contraction est liée à la réduction des programmes d'investissement, et à la faiblesse de la demande des produits de base à l'exportation. La mauvaise tenue des prix de matières premières et le ralentissement des flux de capitaux en direction de ces pays ont contribué à exacerber la crise.

#### 3.2.- Situation en Afrique

Le taux de croissance du continent africain s'est établi à 1,6% en 2009 contre 3,8% en 2008.





#### IV. - ACTIVITES DE L'EXERCICE

L'exercice 2009 s'est déroulé dans un contexte économique et financier difficile marqué par les conséquences encore perceptibles de la crise économique et financière internationale. Au plan interne, le fait important à souligner est la mise en œuvre du plan de redressement à court terme approuvé par les Instances 2008 et qui s'est traduite notamment par la réalisation d'un bilan de compétence du personnel par un Cabinet extérieur.

L'exercice aura également été marqué par le retard noté dans la certification des comptes intervenue en novembre 2009. Ce retard est lié à l'existence de nombreuses réserves qui ont conduit les Instances à commanditer un Audit de Gestion du FAGACE dont le point d'orgue a été la suspension du Directeur Général, Monsieur Libasse SAMB de toutes ses fonctions pour fautes lourdes et la désignation de Monsieur Henri-Marie J. DONDRA, Représentant Régional Afrique Centrale du FAGACE pour assurer l'intérim.

#### 4.1. - Réunions des Instances

##### 4.1.1. - Le Conseil des Gouverneurs

Le Conseil des Gouverneurs n'a pas enregistré de sessions au cours de l'exercice 2009 en raison des réserves émises par le Commissaire aux comptes sur les états financiers et du report de leur adoption.

##### 4.1.2. - Le Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration a tenu ses 30<sup>ème</sup> et 31<sup>ème</sup> Sessions ordinaires respectivement le 16 avril et le 24 juin 2009 à Cotonou sous la présidence de Monsieur Edou N'GUEMA, Chef de Division de la Coopération Monétaire et Financière Internationale au Ministère de l'Economie et des Finances du Cameroun. Une Session extraordinaire a été tenue par la même Instance le 12 novembre 2009.

Lors de la 30<sup>ème</sup> Session, un nouvel organigramme a été adopté ; une requête de bonification en faveur du projet de réhabilitation de la liaison Aéroport-Place du Souvenir-Air Afrique au Bénin a été approuvée.

Par ailleurs, le Conseil a décidé de mettre en place, suite aux comptes-rendus de la mise en œuvre des conclusions des travaux du Cabinet sur le bilan de compétence, un Comité visant à ramener un climat social serein au sein de l'Institution.



A l'occasion de la 31<sup>ème</sup> Session, le Conseil ayant pris connaissance de la situation financière dégradante de l'Institution, a décidé notamment de la création d'un comité chargé du pilotage d'un Audit de gestion, composé du Mali, du Sénégal et du Togo, sous la présidence du Cameroun. Dans le cadre de la mise en œuvre de cette décision, un Cabinet d'Audit a été sélectionné et commis, à la suite d'un appel d'offres restreint.

Le Conseil d'Administration a également autorisé la signature d'un Accord de coopération avec le Groupe Finance-Conseils-Investissement (FCI) en Mauritanie. Il a examiné pour avis deux documents relatifs notamment au recouvrement des créances sur les PMEX/COOPEX en Côte d'Ivoire et sur le rapport du Comité de suivi des mesures d'accompagnement.

Lors de la Session extraordinaire du 12 novembre, le Conseil d'Administration a examiné et adopté le rapport d'Audit de gestion portant sur les exercices 2005, 2006, 2007 et 2008 ainsi que le premier semestre 2009.

Au terme de ladite Session, deux décisions majeures ont été adoptées, portant notamment sur :

- la suspension du Directeur Général, Monsieur Libasse SAMB, de toutes ses fonctions pour faute lourde et de ;
- la désignation du Représentant Régional Afrique Centrale du FAGACE, Monsieur Henri-Marie J. DONDRA, pour assurer l'intérim du Directeur Général.

## 4.2. - Activités de la Direction Générale

Elles peuvent être analysées en deux phases : les actions menées avant le 12 novembre 2009, date de suspension de l'Ex-Directeur Général et celles postérieures à cette date.

### 4.2.1.- Activités de l'Ex-Direction Générale

Elles ont concerné essentiellement différentes actions menées dans le cadre de la mise en œuvre du plan de redressement à court terme 2008-2011 dont les axes fondamentaux ont été la réduction des charges, le recouvrement de créances et la mobilisation de ressources nouvelles.

S'agissant du recouvrement de créances, la Direction Générale a intensifié ses actions de suivi en direction des promoteurs et des Etats.

Concernant la mobilisation de ressources, des démarches ont été menées dans le cadre de l'ouverture du capital du FAGACE au cours desquelles différents contacts ont







A l'étape de Bangui, il a été reçu par S.E.M François BOZIZE, Président de la République Centrafrique qui a signé des lettres de recommandation à l'attention de ses pairs en vue de faciliter les démarches d'ouverture de capital.

Différents autres contacts ont également été pris avec le Ministre de l'Economie et des Finances du Togo et des Partenaires au développement comme la BOAD, la BIDC, et le Groupe ETI à l'occasion d'une mission de travail que le Directeur Général par Intérim a conduit à Lomé du 07 au 09 décembre 2009.

Sur le même chapitre coopération, il convient aussi de souligner qu'en marge des travaux de la réunion du Conseil d'Administration de la BOAD qui s'est tenue le 16 décembre 2009, les Administrateurs représentant la Chine au sein de cette Instance ont effectué une visite de courtoisie au sein du Fonds. Cette visite a permis au Fonds d'échanger sur les possibilités de coopération avec la Chine.

Une délégation de l'Institution a également pris part à la rencontre des experts et des chefs des institutions des organisations inter gouvernementales de l'Afrique de l'Ouest qui s'est tenue à Accra du 09 au 15 décembre 2009. Cette réunion a constitué un cadre de rencontre et de prise de contact avec la CEDEAO dans la perspective de la 10<sup>ème</sup> reconstitution du Fonds Européen de Développement (FED). Le montant indicatif de l'aide financière prévue par le FED s'élève à 600 millions d'euros. Le Fonds a, à cette occasion, exprimé le souhait d'être associé à toutes les phases de négociation des ressources du FED. L'idée a été retenue et un projet y relatif sera communiqué au Fonds prochainement.

Durant cette période d'intérim, le Fonds a également pris contact avec la Commission de l'UEMOA.

#### 4.2.3. - Activités administratives

##### 4.2.3.1. - Organisation des services

- Réduction du personnel

La mise en œuvre du plan de redressement à court terme approuvé par décision n°04/92/CA/FAGACE/08 s'est traduite par la réalisation d'un bilan de compétence du personnel par un Cabinet extérieur. Ce bilan a abouti au licenciement de dix neuf (19) Agents.

Au 31 décembre 2009, l'effectif total s'élève à 36 agents.

- Organigramme

L'organigramme révisé à la lumière des conclusions du bilan de compétence a été adopté par décision n°02/30/CA/FAGACE/09 lors de la 30<sup>ème</sup> session du Conseil





4.2.5.1. - Identification de projets

L'identification de nouveaux projets a été une activité permanente au cours de l'exercice. Bien que des missions spécifiques d'identification n'aient pas été menées, le pipe line de projets n'a cessé d'être alimenté grâce aux relations que le Fonds entretient avec les bailleurs de fonds.

Au total, 35 dossiers de demande d'intervention en aval portant sur un montant global de 173 milliards de FCFA ont été reçus. Ces dossiers ont fait l'objet d'un examen approfondi et ont été classifiés selon leur niveau de maturité en vue d'une évaluation finale, le cas échéant.

Les demandes de garantie reçues et examinées se présentent comme suit :

Répartition par type de crédit

Type de crédit	Nombre de projets	Montant du crédit sollicité (en millions de FCFA)	%
Crédit d'investissement	31	153 323	82
Emprunt obligataire	4	34 300	18
Crédit de campagne	0	0	0
total	35	187 623	100

De l'analyse du tableau ci-avant, on note l'existence réelle d'un besoin en garantie pour le financement des projets de développement dans les Etats membres. Les requêtes adressées au Fonds ont concerné les crédits d'investissement et les emprunts obligataires à hauteur respectivement de 82% et de 18%. Ceci s'explique par le choix de l'Institution de surseoir à ses interventions dans les crédits à court terme qui se sont révélés très risqués.





Répartition par secteur d'activités

Secteur	Nombre de projets	Montant du crédit sollicité (en millions de FCFA)	%
Industrie	9	21 785	11,61
Financier	1	12 000	6,40
Elevage	3	2 874	1,53
Construction	3	14 352	7,65
Hôtellerie/tourisme	2	4 864	2,59
Energie	3	88 743	47,30
Télécommunication	2	450	0,24
Agriculture	2	82	0,04
Transport	2	10 000	5,33
Agro industrie	2	25 375	13,52
Service	4	3 689	1,97
Commerce	2	3 409	1,82
Total	35	187 623	100,00

L'examen du tableau permet de noter que les dossiers en cours d'instruction concernent des secteurs stratégiques, notamment, l'énergie, l'industrie, l'agro industrie, etc.

4.2.5.2. - Approbations nouvelles

L'exercice a été essentiellement placé sous le signe de la mise en œuvre des principales recommandations formulées par le Cabinet commis pour réaliser le bilan de compétence du personnel et celui chargé de l'audit de gestion. L'élaboration d'un plan de redressement à court terme a constitué en outre une activité importante durant l'exercice.



Au regard de ces chantiers, seule une (01) des demandes de garantie reçues a, après évaluation, été soumise au Conseil d'Administration pour approbation.

#### 4.2.5.3 - Bilan des interventions

Les engagements cumulés se présentent comme suit :

##### 4.2.5.3.1.- Garantie

Les garanties brutes cumulées en portefeuille s'élèvent à 279 514,54 millions de FCFA au 31 décembre 2009 en faveur de 208 projets dans 11 Etats membres.

PAYS	Nombre de Projet	Garantie	Total (%)
BENIN	34	36 198,30	12,95
BURKINA	21	23 271,00	8,33
CAMEROUN	9	12 237,50	4,38
CENTRAFRIQUE	6	7 580,00	2,71
COTE D'IVOIRE	59	86 807,94	31,06
GUINEE BISSAU	1	4 500,00	1,61
MALI	8	8 817,00	3,15
NIGER	6	7 647,80	2,74
RWANDA	4	1 838,00	0,66
SENEGAL	44	57 782,00	20,67
TOGO	14	29 085,00	10,41
AUTRES	2	3 750,00	1,34
<b>TOTAL</b>	<b>208</b>	<b>279 514,54</b>	<b>100,00</b>





Approbations cumulées par Institution

Institutions	Nombre de Projet	Montant (MFCFA)	%
AFD	3	6 925,00	2,48
BACB	3	1 373,00	0,49
BACI	5	1 783,00	0,64
Banque Atlantique CI	5	5 429,99	1,94
BCB	2	350,00	0,13
BDEAC	4	4 880,00	1,75
BFA	8	8 770,00	3,14
BIA NIGER	1	424,80	0,15
BIB	2	350,00	0,13
BIBE	2	600,00	0,21
BICEC	2	800,00	0,29
BICIA-B	1	308,75	0,11
BICIS	3	1 367,08	0,49
BID	1	3 278,91	1,17
BIM	1	400,00	0,14
BIS	2	300,00	0,11
BNDA	1	366,40	0,13
BOAD	23	40 914,00	14,64
BRD	4	1 838,00	0,66
BRIC	2	4 180,00	1,50
BST	4	1 244,88	0,45
BTCI	3	3 208,00	1,15
CBAO	8	8 834,00	3,16
CBCA/BICA	2	1 300,00	0,47
COBACI	4	5 700,00	2,04
CONTINENTAL BANK	3	6 240,00	2,23
CREDIT LYONNAIS	1	480,00	0,17
FINANCIAL BANK	2	900,00	0,32
FIRST BANK NIGERIA	1	4 500,00	1,61
FORTIS BANK	1	2500,00	0,89
FPE	1	360,00	0,13
GROUPE BOA	7	4304,50	1,54
GROUPE BSIC	7	3 314,00	1,19
GROUPE ECOBANK	19	14 978,72	5,36
Groupe Sté Générales de Banques	8	2 472,66	0,88
GTA-C2A	1	2 500,00	0,89
JACOBSEN ELEKTRO	1	3 000,00	1,07
MARCHE FINANCIER	33	90 478,60	32,37
OMNIFINANCE	2	307,00	0,11
POOL BANCAIRE	6	11 771,50	4,21
UTB	1	400,00	0,14
VERSUS BANK	2	3 500,00	1,25



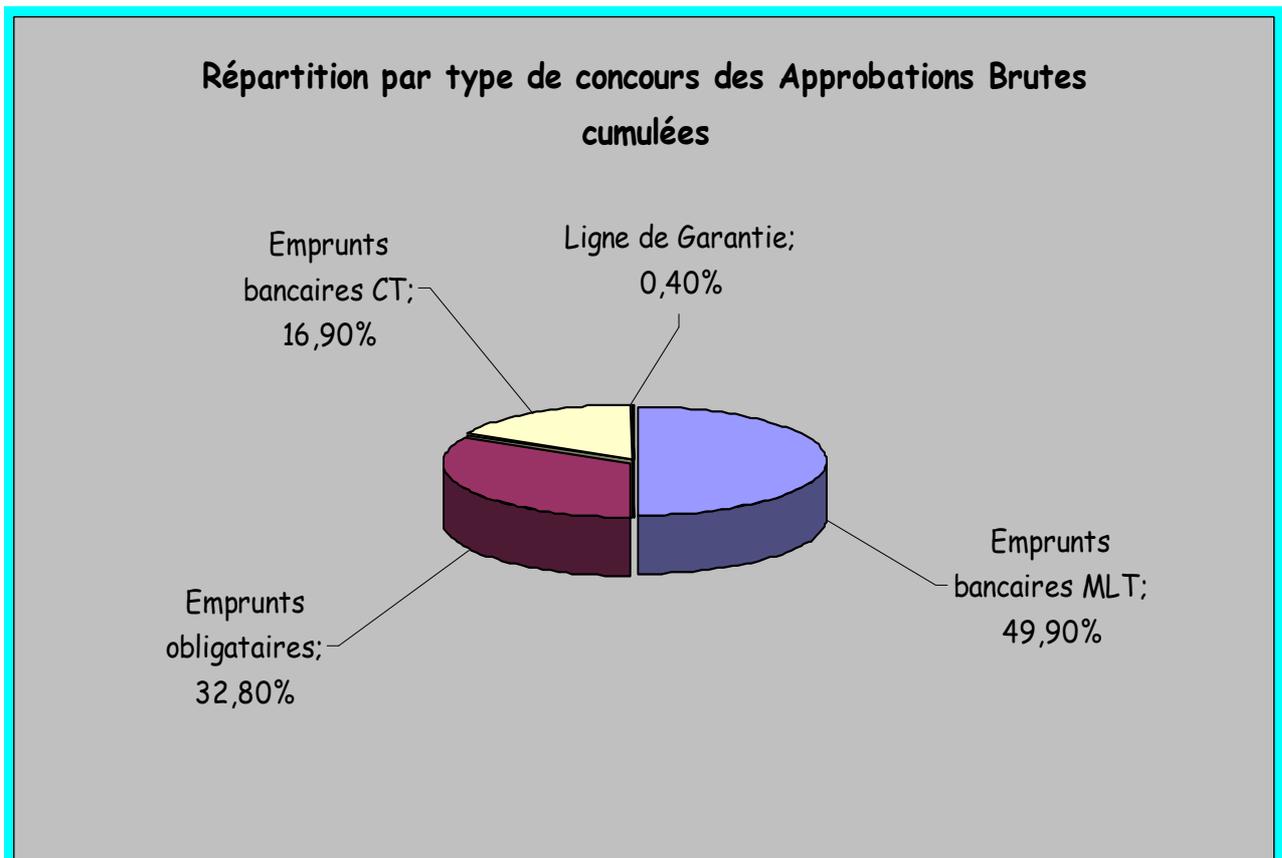
AUTRES	16	22 581,75	8,08
<b>TOTAL</b>	<b>208</b>	<b>279 514,54</b>	<b>100,00</b>

Il ressort du tableau que le marché financier demeure le principal partenaire avec 32,37 % des engagements cumulés garantis suivi de la BOAD avec 14,64 %. Le reste des interventions concerne essentiellement les banques commerciales.

Répartition par type de concours

Nature	Nombre de Projet	Montant (MFCFA)	%
Emprunts bancaires MLT	131	139 597,54	49,9
Emprunts obligataires	33	91 618,00	32,8
Emprunts bancaires CT	43	47 299,00	16,9
Ligne de Garantie	1	1 000,00	0,4
<b>TOTAL</b>	<b>208</b>	<b>279 514,54</b>	<b>100,00</b>

Les emprunts bancaires s'élèvent à 186 896,54 millions de FCFA et représentent environ 2/3 des montants garantis cumulés au 31 décembre 2009.









Le Niger, le Bénin et le Burkina Faso sont les principaux bénéficiaires des interventions en bonification.

4.2.5.3.3. - Prise de participation

Les interventions en prise de participation s'élèvent à 1 380 millions de FCFA au 31 décembre 2009 en faveur de neuf (09) projets dont sept (07) régionaux.

Il s'agit de participations à caractère stratégique ou financier. Le portefeuille actuel se présente comme suit :

**Répartition par bénéficiaire**

Société	Capital (MFCFA)	Participation	
		Montant (MFCFA)	En % du capital
ASE	153,00	10,00	6,50
Cauris Investissement	5 000,00	225,00	5,00
BRVM	2 904,32	100,00	3,40
DC/BR	1 461,52	50,00	3,40
SCIE	650,00	50,00	7,69
Atlantic Financial Group	20 000,00	500,00	2,50
SP-FAB	500,00	45,00	10,00
Fonds de Garantie Agricole du Rwanda	1 940,29	100,00	4,54
BRIC	250,00	300,00	0,12
<b>TOTAL</b>	<b>32 859,13</b>	<b>1 380,00</b>	

4.2.5.3.4. - Allongement de la durée de crédit

Au 31 décembre 2009, les approbations en allongement de la durée de crédit s'élèvent à 976,8 millions de FCFA et concernent deux projets situés au Niger (AHA Dembou) et au Sénégal (SENELEC).

4.2.5.3.5. - Suivi des projets

Le suivi des projets a occupé une place prépondérante dans les activités du Fonds au cours de l'exercice 2009. Il s'est effectué aussi bien au plan interne qu'externe.

Le Fonds est resté en contact permanent avec les promoteurs et les bailleurs de fonds ayant bénéficié de ses interventions notamment en garantie. Un accent particulier a été mis sur le recouvrement des créances nées des commissions d'aval et des appels de garantie.



Par ailleurs, les projets IBCG au Bénin, CONDICAF, INTERFLEX en Côte d'Ivoire, CFOA, CORFITEX au Sénégal et GTA-C2A au Togo ont fait l'objet d'une supervision sur le terrain. Ainsi, le Fonds a tenu des séances de travail avec ces différents promoteurs ainsi que les banques qui leur ont consenti les prêts, objet de sa garantie.

Ces rencontres ont permis particulièrement dans le cadre des interventions sur le marché financier, d'obtenir à bonne date le règlement des échéances dues aux souscripteurs.

En ce qui concerne les projets en difficulté, ils ont fait également l'objet d'un suivi rapproché. Le but étant de trouver avec les partenaires concernés des solutions idoines en vue d'un bon dénouement des dossiers.

#### 4.2.6.- Coopération et Communication

L'exercice 2009 a essentiellement été caractérisé par la mise en œuvre du plan de redressement à court terme qui préconise entre autres, la mobilisation de ressources financières. A cet effet, le recouvrement du capital appelé échu et la recherche de lignes de financement ont constitué, au plan coopération, les principales activités réalisées. Au plan communication, il s'est agi de mener d'importantes actions marketing au sein des Etats membres pour permettre à l'Institution de garder son image de marque.

##### 4.2.6.1. - Coopération avec les Etats membres

L'accent a particulièrement été mis sur la libération du capital appelé. Les Etats membres ont continué comme par le passé à accorder leur confiance à l'Institution.

##### 4.2.6.2. - Ouverture du Fonds

Les actions relatives à l'ouverture du Fonds se sont poursuivies. Plusieurs Etats dont notamment l'Angola, la Guinée Conakry, le Congo Brazzaville, le Gabon ont ainsi été relancés en vue de leur éventuelle adhésion.

##### 4.2.6.3. - Coopération avec les Institutions Financières et Organismes de Développement

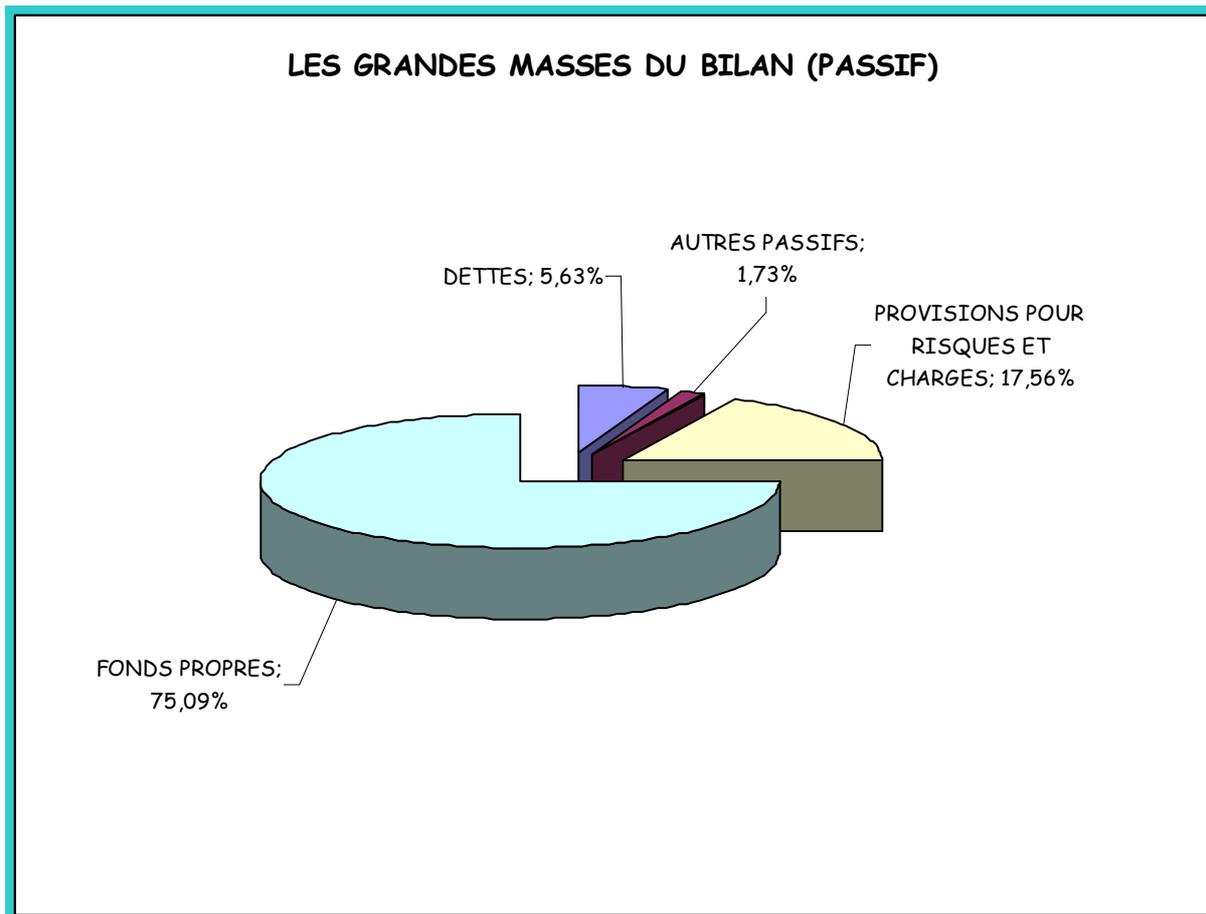
Les relations avec les Institutions Financières et Organismes de Développement ont été maintenues et renforcées.











- *Dettes Interbancaires*

Elles concernent les comptes courants débiteurs notamment les concours bancaires courants et se chiffrent à 1 865 878 991 FCFA en 2009 contre 3 366 669 340 FCFA en 2008, soit une baisse de 44,58%.

- *Dettes à l'égard de la clientèle*

Les dettes à l'égard de la clientèle sont en baisse de 15,56% en 2009 en raison des remboursements partiels effectués. Elles concernent les dépôts des tiers dans le cadre des opérations d'intermédiation et s'élèvent à 3 800 000 000 FCFA en 2009 contre 4 500 000 000 FCFA en 2008.

- *Autres Passifs*

Les autres passifs se chiffrent à 714 112 433 FCFA en 2009 contre 801 703 866 FCFA en 2008. Ils concernent les montants dus à différents tiers notamment les prestataires de services et les caisses de sécurité sociale.







Le compte de résultat 2009 appelle les commentaires suivants :

- Produits

Les produits de service issus des activités de garantie s'élèvent à 1 584 609 051 FCFA en 2009. Ces revenus opérationnels ont baissé de 14% et contribuent pour 70,75% à la formation des revenus de l'Institution. Les produits de placement s'élèvent à 278 039 118 FCFA en 2009 contre 385 753 376 FCFA en 2008.

- Charges

Le compte intérêts et charges assimilés concerne les frais financiers liés aux bonifications et aux activités d'intermédiation. Ils ont enregistré une baisse 21% en 2009.

Les frais de personnel sont quasi stables en 2009.

Les frais généraux s'élèvent à 1 044 808 787 FCFA en 2009 contre 1 204 457 430 FCFA en 2008, soit une diminution de 13,25% liée au quasi arrêt des activités opérationnelles.

Les amortissements et provisions enregistrent une forte baisse et s'établissent à 3 351 682 425 FCFA en 2009 contre 16 405 261 609 FCFA en 2008 ; l'essentiel du portefeuille sinistré ayant été provisionné l'exercice précédent.

Le résultat de l'exercice 2009 est déficitaire de 4 044 948 756 FCFA contre -16 907 515 641 FCFA en 2008 et se justifie par le niveau élevé des provisions constituées au cours de l'exercice.

4.2.8.2.- Exécution du budget

• Opérations en capital

Arrêté en recettes et en dépenses de la somme de 3 521 325 000 FCFA, le budget a été exécuté à hauteur de 80,60% pour les recettes, soit 2 838 109 955 FCFA et à hauteur de 80,62% pour les dépenses, soit 3 050 111 965 FCFA. Le solde dégagé s'élève à -212 002 010 FCFA.

• Fonctionnement

Arrêté en recettes et en dépenses de la somme de 1 805 300 000 FCFA, le budget a été exécuté à hauteur de 108,67% pour les recettes, soit 1 961 866 504 FCFA et à



hauteur de 93,33% pour les dépenses, soit 1 684 576 361 FCFA. Le solde dégagé s'élève à 277 290 143 FCFA.

#### 4.2.8.3 - Vérifications interne et externe

L'audit interne et le contrôle de gestion ont concerné l'ensemble des activités, conformément aux dispositions des textes de base et aux normes généralement admises.

Au cours de l'exercice 2009, les activités de contrôle de gestion ont essentiellement concerné l'élaboration d'un tableau de bord mensuel, la vérification des opérations effectuées au cours de l'exercice et le suivi de la mise en œuvre du plan stratégique de développement 2008-2011.

Les activités d'audit interne ont concerné l'organisation et le fonctionnement, principalement dans leurs volets gestion du personnel, engagement, patrimoine, et suivi des recommandations des Commissaires aux comptes.

#### 4.2.8.4. - Commissaire aux comptes

Le Cabinet Mariame BAH, Commissaire aux comptes a vérifié les comptes et le système de contrôle interne. A l'issue de sa mission, il a certifié, sous réserve de l'obtention des réponses à ses demandes de confirmation de soldes adressées aux promoteurs de projets, sincères les états financiers.









### 5.3. - Bilan et comptes de résultat

**BILAN AU**

(en FCFA)

A C T I F	MONTANTS NETS	
	Exercice 2008 (PM)	Exercice 2009
<b>CREANCES INTERBANCAIRES</b>		
<b>A vue</b>		
* Banques Centrales	314 001 021	1 158 885 190
* Trésor Public, CCP		
* Autres établissements de crédits	483 983 783	446 274 847
<b>A terme</b>	334 029 406	204 193 016
<b>CREANCES SUR LA CLIENTELE</b>		
Portefeuille d'effets commerciaux		
* Crédits de campagne		
* Crédits ordinaires		
Autres concours à la clientèle		
* Crédits de campagne		
* Crédits ordinaires		
Comptes ordinaires débiteurs		
Affacturage		
<b>TITRES DE PLACEMENT</b>	3 268 796 469	484 395 767
<b>TITRES D'INVESTISSEMENT</b>		2 134 452 974
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	272 148 426	272 148 426
<b>CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES</b>		
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	316 755 126	141 074 189
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	2 183 254 029	1 653 316 840
<b>ACTIONNAIRES OU ASSOCIES</b>	88 868 666 718	86 307 846 906
Capital appelé	2 374 677 302	
Capital sujet à appel	83 933 169 604	
<b>AUTRES ACTIFS</b>	8 031 614 365	7 724 331 295
<b>COMPTES D'ORDRE ET DE DIVERS</b>	390 523 940	193 449 777
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>104 463 773 283</b>	<b>100 720 369 227</b>



31 DECEMBRE 2009

(en FCFA)

P A S S I F	MONTANTS NETS	
	Exercice 2008 (PM)	Exercice 2009
<b>DETTES INTERBANCAIRES</b>		
<b>A vue</b>		
* Trésor public, CCP		
* Autres établissements de crédits	3 366 669 340	1 865 878 991
<b>A terme</b>		
<b>DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE</b>		
Comptes d'épargne à vue		
Comptes d'épargne à terme		
Bons de caisse		
Autres dettes à vue		
Autres dettes à terme	4 500 000 000	3 800 000 000
<b>DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE</b>		
<b>AUTRES PASSIFS</b>	801 703 866	714 112 433
<b>COMPTES D'ORDRE ET DIVERS</b>	1 273 503 052	1 025 770 957
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	14 850 325 168	17 687 983 745
<b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>		
<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
<b>FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX</b>		
<b>CAPITAL</b>	100 000 000 000	100 000 000 000
Capital Libéré	13 692 153 094	
Capital appelé	2 374 677 302	
Capital sujet à appel	83 933 169 604	
<b>PRIMES LIÉES AU CAPITAL</b>	100 000 000	100 000 000
<b>RESERVES</b>	2 063 462 066	2 063 462 066
<b>ECARTS DE REEVALUATION</b>	2 344 555 864	2 344 555 864
<b>REPORT A NOUVEAU</b>	-7 928 930 432	-24 836 446 073
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	-16 907 515 641	-4 044 948 756
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>104 463 773 283</b>	<b>100 720 369 227</b>



(en FCFA)

COMPTE DE RESULTAT	MONTANTS	
	Exercice 2008 (PM)	Exercice 2009
<b>PRODUITS</b>		
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES		
Intérêts et produits assimilés sur créances interbancaires	385 753 376	278 039 118
Intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle		
Autres intérêts et produits assimilés		
PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES		
COMMISSIONS	1 842 726 277	1 584 609 051
PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES		
Produits sur titres de placement		
Dividendes et produits assimilés		
Produits sur opérations de change		
Produits sur opérations de hors bilan		
PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE		
MARGES COMMERCIALES		
VENTES DE MARCHANDISES		
VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES		
PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION		
REPRISE D' AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS		
SOLDE EN BENEFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN		
EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	436 405 323	361 951 145
PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	32 696 737	15 129 616
RESULTAT DE L'EXERCICE		
<b>TOTAL</b>	<b>2 697 581 713</b>	<b>2 239 728 930</b>









## 5.4. - Lettre de certification du Commissaire aux comptes

